

ERIC CORIJN

« BRUXELLES DOIT CRÉER UN PROJET URBAIN COLLECTIF QUI ENGLOBE UNE DIVERSITÉ DE LANGUES, DE CULTURES, DE COMMUNAUTÉS ET DE RELIGIONS »

UN ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC LOORE

Philosophe de la culture et sociologue, Eric Corijn est également professeur émérite en géographie sociale et culturelle à l'Université libre de Bruxelles (VUB-néerlandophone). Fondateur de COSMOPOLIS, un centre de recherche urbaine rattaché à la VUB, vice-président du Brussels Studies Institute et directeur de la Brussels Academy, il est un fin connaisseur de la capitale et de sa diversité culturelle.

Paris Match. Les attentats de Bruxelles et, plus généralement, tout ce qui a été mis au jour concernant l'existence de réseaux terroristes créés sur fond de communautarisme exacerbé, agissent-ils comme un révélateur puissant des lignes de fracture qui divisent la population bruxelloise et ses différentes communautés? Ces événements nous disent-ils, sinon l'impossibilité, du moins la difficulté de nous « aimer vivants » malgré nos différences linguistiques, culturelles, religieuses, ethniques?

Eric Corijn. Ces événements dramatiques mettent encore plus au centre du débat public et politique la question du vivre-ensemble à Bruxelles. Et cette question en soulève une autre, plus pertinente encore : comment imaginer une ville comme Bruxelles? A cet égard, il faut bien comprendre qu'on ne construit pas le vivre-ensemble d'une ville comme on construit celui d'un pays. Ce sont deux entités fondamentalement différentes. Un pays se bâtit sur une histoire commune, qui fonde l'identité nationale. Les urbains n'ont pas de racines communes puisqu'ils sont tous, d'une certaine manière, de nouveaux arrivants. Sans passé commun, ils doivent se forger un destin commun et donc un imaginaire prospectif. Dans ce sens, une ville est une société post-nationale. Pour revenir à votre question, si ce que Bruxelles a

vécu doit être utile au moins à une chose, c'est permettre une prise de conscience accrue du fait que cette ville fragmentée et segmentée doit impérativement changer de mode de réflexion et d'action si l'on veut faire en sorte que chaque Bruxellois parvienne à se sentir membre à part entière d'une société urbaine dans une petite ville mondiale.

Quelles sont les raisons qui expliquent, selon vous, l'échec de ce projet urbain collectif?

Essentiellement, le refus d'admettre que Bruxelles a cessé d'être une ville exclusivement belge, en raison de la profonde mutation qu'elle a vécue au cours des trente ou quarante dernières années. A la faveur de l'évolution institutionnelle du pays, nous sommes passés d'un Etat unitaire à un Etat fédéral, lequel se fonde encore sur des principes qui visent à constituer en son sein des territoires bien délimités, monoculturels et monolingustiques, sur une base com-

L'ÉCHEC ACTUEL, C'EST « LE REFUS D'ADMETTRE QUE BRUXELLES A CESSÉ D'ÊTRE UNE VILLE EXCLUSIVEMENT BELGE, EN RAISON DE LA PROFONDE MUTATION QU'ELLE A VÉCUE AU COURS DES TRENTE OU QUARANTE DERNIÈRES ANNÉES »

munautaire. Dans cette perspective-là, Bruxelles pose problème, dès lors qu'elle n'est précisément pas un territoire monoculturel et monolingustique et est quand même gérée culturellement par deux institutions communautaires. En effet, lorsqu'on regarde sa réalité sociologique,

la ville a évolué dans une toute autre direction : il y a quarante ans, Bruxelles, capitale de la Belgique unitaire, était encore assez fortement industrialisée, avec un marché du travail orienté vers le secteur secondaire. Aujourd'hui, elle est devenue une ville post-industrielle et de services, à telle enseigne que 91 % de son gisement d'emplois (720000 postes) se situe dans les secteurs tertiaire et quaternaire. On parle là du marché du travail le plus qualifié d'Europe et de la deuxième ou troisième région la plus riche d'Europe. Par ailleurs, Bruxelles est certes la capitale de l'Europe, mais elle est aussi le siège d'un grand nombre d'activités internationales. Cette internationalisation de la ville s'est accompagnée de l'arrivée d'immigrés, mais également d'un afflux d'expatriés. Le résultat, c'est que deux tiers de la population bruxelloise n'a pas de référentiel belgo-belge. Un tiers de celle-ci n'a pas de carte d'identité belge et presque la moitié des Belges vivant à Bruxelles sont d'origine étrangère. Par conséquent, les deux grandes communautés autochtones, la flamande et francophone, s'y retrouvent en minorité. Vous en avez l'illustration parfaite au travers de l'emploi des langues au sein de la famille : une étude récente montre que seulement 5,5 % des ménages bruxellois parlent exclusivement le néerlandais à la maison et 33 % parlent exclusivement le français. Vous avez donc 61,5 % de ménages bruxellois multilingues ! Et fatalement multiculturels. La véritable caractéristique sociologique de Bruxelles, c'est désormais la diversité, l'hybridité. Cependant, et c'est là tout le paradoxe de la situation, l'Etat et les institutions ne reconnaissent pas ce caractère hybride de la capitale. Bien au contraire, les Communautés flamande et francophone continuent de projeter sur elle leur propre imaginaire, leur vision des choses très autocratique. Raison pour laquelle ces Communautés

« officielles » créent chacune sur le territoire de Bruxelles leurs écoles, leurs maisons de la culture, leurs médias, etc. De cette façon, les parents multilingues sont par exemple obligés d'inscrire leurs enfants soit dans l'enseignement francophone, soit dans l'enseignement néerlandophone. L'enseignement multilingue n'existe que pour les Européens et il est inabordable pour les Bruxellois. Ces gens doivent obligatoirement se rendre à la bibliothèque francophone ou à la néerlandophone. Ils doivent nécessairement choisir entre une liste néerlandophone et une liste francophone pour les représenter aux élections régionales, une liste multilingue étant impossible. Bref, on pourrait multiplier les exemples, la sociologie fortement mélangée, métissée de Bruxelles est niée par les institutions, qui maintiennent artificiellement une sorte d'apartheid. Bruxelles s'est pourtant transformée en une ville-monde. Elle est à présent d'une autre nature que le reste du pays en dépit du fait qu'elle demeure sa capitale. Or, cette réalité fondamentale n'est pas exprimée au travers d'un projet urbain collectif dont je vous parlais.

Voulez-vous dire qu'en alimentant eux-mêmes le communautarisme, Flamands et francophones ne facilitent pas le vivre-ensemble à Bruxelles?

D'une certaine façon, oui. On prétend expliquer aux populations d'origine étrangère que le communautarisme n'est pas la bonne solution, parce qu'il rend la socialisation plus difficile. D'où la nécessité d'aller vers une société intercommunautaire. Très bien. Mais qui va leur expliquer ça? La Communauté flamande ou la Communauté française? Ce que je veux dire, c'est que l'idée même du communautarisme est inscrite dans l'institutionnel belgo-belge. Bruxelles est communautarisée, c'est un fait. Certes, nous n'avons pas de quartiers spécifiquement francophones ou néerlandophones, mais il n'empêche, nous avons des écoles, des centres culturels, etc., dédiés spécialement à nos deux Communautés. Quelle légitimité ont-elles pour aller dire ensuite aux autres de ne pas vivre en communauté, qui plus est en étant minoritaires à Bruxelles? Il faut arriver à dépasser cela pour mettre en place un véritable projet collectif bruxellois qui transcende les communautés, les cultures et les religions. C'est du reste ce qu'a largement exprimé l'opinion publique après les attentats, mais



que l'on a moins entendu au travers des prises de parole officielles. Là où, en France, il y a eu un sursaut d'unité nationale, à Bruxelles, on a étalé au grand jour nos dissensions, en laissant clairement apparaître la division entre la ville et la Région, on montrant que les dix-neuf communes ne forment pas un seul territoire et en devant constater que les deux Communautés ont toutes les peines du monde à se rencontrer pour organiser une manifestation en commun. A partir de là, l'expression d'une réelle bruxellitude est très difficile...

« BRUXELLES DOIT SE VIVRE NON PAS COMME UNE RÉGION OU COMME UN PETIT PAYS, MAIS COMME UNE VILLE QUI A VOCATION À ÊTRE PLEINEMENT LA CAPITALE DE L'EUROPE »

Mais comment « faire société » à Bruxelles sur base de cette diversité que vous décrivez?

Bruxelles doit se vivre non pas comme une Région ou comme un petit pays, mais comme une ville qui a vocation à être pleinement la capitale de l'Europe. Pour y parvenir, elle doit refuser le projet communautaire d'assimilation culturelle qu'on tente de lui imposer, et tenter de créer à la place un projet urbain collectif qui englobe une diversité de langues, de cultures, de communautés

et de religions, lesquelles, de toute manière, vont demeurer sa caractéristique fondamentale. Un décentrement est donc nécessaire pour arriver à faire société ensemble et non pas à faire communauté ensemble. C'est un changement fondamental de notre vision des choses dès lors que, depuis le XIX^e siècle, la socialisation de l'Europe est fondée sur la territorialisation des communautés. Avec pour principe que les autochtones sont des monocommunautaires, disposant d'une langue et d'une culture nationale que doivent adopter les primo-arrivants. Actuellement, dans les grandes villes – et Bruxelles est à l'avant-garde de cette tendance de fond –, ce modèle-là ne tient plus. Encore une fois, vivre ensemble dans une ville, c'est autre chose que de vivre ensemble dans un pays.

C'est la phrase de Milan Kundera à propos des Balkans que l'on pourrait extrapoler à Bruxelles, à savoir qu'on y trouve un maximum de diversité sur un minimum de territoire...

C'est tout à fait ça. Ce qui devient de plus en plus clair à Bruxelles, c'est qu'il n'y a aucune des communautés présentes sur son territoire qui puisse prétendre être la référence pour toutes les autres. Les opérateurs culturels de la Communauté flamande l'ont compris il y a longtemps, réalisant que Bruxelles ne redeviendra jamais la ville flamande qu'elle a été au Moyen Âge. A partir de là, ils se sont toujours comportés comme des opérateurs intercultu- (Suite page 78)

« La sociologie fortement mélangée, métissée de Bruxelles, est niée par les institutions qui maintiennent artificiellement une sorte d'apartheid », explique Eric Corijn.

rels, dont la mission consiste à faire le lien entre les Flamands et les autres. A l'inverse, la Communauté française a longtemps cru qu'elle resterait la communauté de référence. Mais elle doit maintenant un peu revoir ses prétentions à la baisse. Tout d'abord, à cause de l'émergence de l'anglais dans la capitale, conséquence de sa pratique très répandue au sein des institutions européennes ainsi que parmi la nouvelle immigration en provenance des pays de l'Est. Ensuite, même si, de fait, le français va rester pour longtemps la langue prédominante, comprise et parlée par le plus grand nombre de Bruxellois, elle ne constitue plus pour autant une monoculture. C'est-à-dire que le français, comme culture, n'est plus l'émanation de la seule communauté francophone de Belgique. Il faut désormais compter avec le français des Marocains, celui des Wallons, des Flamands francisés, des Français de France, etc. Le français devient en quelque sorte multiculturel.

En ce sens, diriez-vous que Bruxelles est la ville laboratoire de l'Europe ?

Absolument. L'impasse de l'Europe est justement qu'elle refuse toujours de construire un imaginaire commun à tous les Européens. La logique qui prévaut, c'est celle de nous les Belges, nous les Français, nous les Allemands, et ainsi de suite. Et donc, on pense tous notre rapport

à l'Europe, plutôt que notre identité européenne. Nous demeurons des nationaux au lieu d'accepter de devenir des Européens. La construction européenne intègre tout

«Après les attentats de Bruxelles, chacune de nos communautés doit s'interroger au sujet de sa propre identité.»

à l'exception du principal, c'est-à-dire la création, la culture, les langues, etc.

Ce projet collectif que vous appelez de vos vœux, le voyez-vous se dessiner actuellement, malgré les crispations communautaires que vous dénoncez ?

Depuis Bruxelles 2000, une année pivot, celle durant laquelle Bruxelles a été capitale européenne de la culture, beaucoup de choses se sont passées qui invitent à un certain optimisme. Des initiatives heureuses ont été prises au niveau de la société civile, des acteurs de première ligne, ceux qui travaillent avec la population. Il y a eu par exemple la création en 2004 du Réseau des Arts à Bruxelles (RAB), qui travaille en collaboration avec son homologue néerlandophone, le Brussels Kunstenoverleg (BKO). Ensemble, le RAB et le BKO souhaitent contribuer à élaborer une vision cohérente pour la culture à Bruxelles et stimuler la mise en place d'une politique culturelle qui transcende les barrières communautaires. En 2008, vous avez eu les Etats généraux de Bruxelles, qui ont permis de dresser un état des lieux scientifique de la situation de la ville autour de seize thématiques clés. On peut également citer la création du Brussels Studies Institute (BSI), à la suite d'une convention de collaboration entre les trois universités bruxelloises : l'ULB, la VUB et l'Université Saint-Louis. Le BSI agit comme plate-forme de contact et de coordination des recherches universitaires sur Bruxelles. On pourrait en citer d'autres, mais ces initiatives expriment l'au-delà de la division com-

munautaire. Elles ont poussé les politiques à réfléchir aux problèmes dont nous nous entretenons. Bien sûr, cela n'a pas mis fin aux débats institutionnels et des questions demeurent, du type « Faut-il fusionner les six zones de police ? », « Faut-il regrouper les dix-neuf communes ? », « Les communautés doivent-elles devenir bicommunautaires ? », etc. Néanmoins, sur le terrain, les synergies se sont concrètement renforcées par rapport à ce que

« L'IMPASSE DE L'EUROPE EST JUSTEMENT QU'ELLE REFUSE TOUJOURS DE CONSTRUIRE UN IMAGINAIRE COMMUN À TOUS LES EUROPÉENS »

c'était il y a une quinzaine d'années. Un seul exemple : lors de la saison écoulée, le KVS et le Théâtre national ont adopté un programme unique et un système d'abonnement unique, ce qui manifestait la volonté des directeurs de chacune des institutions de collaborer pour faire exister un grand théâtre urbain plutôt que deux théâtres communautaires.

Un dernier mot sur l'idée d'interculturalité, que vous opposez à celle de multiculturalité ?

La multiculturalité, c'est l'existence de cultures différentes, non seulement diverses, mais qui possèdent également leurs propres institutions et leurs mécanismes de reproduction. On ne vit pas ensemble dans la multiculturalité. En revanche, l'interculturalité suppose l'interaction, le mélange, l'hybridité, tout ce qui permet de construire des relations et des échanges d'humain à humain, par-delà les différences culturelles. En milieu urbain, vivre l'interculturalité est davantage aisé qu'en milieu suburbain, dans le village, ailleurs dans le pays, où la différence est plus souvent vécue comme un problème. Après les attentats de Bruxelles, chacune de nos communautés doit s'interroger au sujet de sa propre identité. Les fondamentalistes communautaires excluent l'autre ou exigent qu'il s'adapte coûte que coûte. Fatalement, ça produit des blocages et empêche de faire société. ■

Eric Corijn est l'auteur de « Bruxelles ! » (2009), « Où va Bruxelles ? » (2012) et « The Brussels Reader » (2013) chez VUBPress.

